

LISTE DE PIÈCES JUSTIFICATIVES POUR LA DÉLIVRANCE D'UN TITRE DE SÉJOUR

CST.2

Carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » Situations diverses

L'étranger doit apporter les originaux, accompagnés d'une copie, des documents suivants (NB : les justificatifs doivent être accompagnés, le cas échéant, de leur traduction en français par un traducteur interprète agréé près une cour d'appel) :

PREMIÈRE DEMANDE

1. DOCUMENTS COMMUNS

☐ Justificatif d'état civil et de nationalité :			
■ passeport (pages relatives à l'état civil, aux dates de validité, aux cachets d'entrée et aux visas) ;			
 un extrait d'acte de naissance avec filiation ou une copie intégrale d'acte de naissance; 			
■ si l'étranger est marié et/ou a des enfants : carte de séjour du conjoint (ou carte d'identité) ; extrait d'acte de mariage, ou			
extraits d'acte de naissance des enfants avec filiation (documents correspondant à la situation au moment de la demande).			
☑ Justificatif de domicile datant de moins de 3 mois :			
• facture d'électricité (ou gaz, eau, téléphone fixe, accès à internet) ; ou : bail de location de moins de 3 mois ou quittance de			
loyer (si locataire) ; ou taxe d'habitation ;			
■ si hébergement à l'hôtel : attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois ;			
• en cas d'hébergement chez un particulier : attestation de l'hébergeant datée et signée, copie de sa carte d'identité ou de sa			
carte de séjour, et acte de propriété (ou relevé de taxe d'habitation ou copie du bail de location de l'hébergeant ou facture			
d'électricité, gaz, eau, téléphone fixe ou accès à internet de l'hébergeant).			
✓ 3 photographies d'identité récentes (format 35 mm x 45 mm – norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005) (pas de copie).			
☐ Justificatif d'acquittement de la taxe sur le titre de séjour et du droit de timbre à remettre au moment de la remise du titre			
(sauf étranger victime de la traite des êtres humains, ou de proxénétisme, ou de violences ou bénéficiant d'une ordonnance de			
protection).			
Le cas échéant, justificatif d'acquittement du droit de visa de régularisation de 340 € (50 € lors de la demande ; le reste à			
remettre au moment de la remise du titre) (droit dû par l'étranger entré irrégulièrement ou ne disposant pas du visa requis ou			
séjournant irrégulièrement ; sauf étranger confié à l'aide sociale à l'enfance).			
,			
2. DOCUMENTS SPÉCIFIQUES AU TITRE SOLLICITÉ			
.1. Étranger entré en France avant l'âge de 13 ans et y résidant depuis lors (art. L. 313-11 2° du CESEDA) code Agdref : 9803			
.1. Étranger entré en France avant l'âge de 13 ans et y résidant depuis lors (art. L. 313-11 2° du CESEDA) code Agdref : 9803 Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs.			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs.			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre).			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans.			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans.			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie).			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie). 2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2° bis du CESEDA)			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie).			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie). 2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2° bis du CESEDA)			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie). 2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2° bis du CESEDA) code Agdref : 9824 Justificatifs de placement : décision de placement au service de l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans.			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie). 2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2° bis du CESEDA) Justificatifs de placement : décision de placement au service de l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans. Justificatifs relatifs à l'activité professionnelle salariée ou à la formation professionnelle : • inscription dans un établissement scolaire ; • contrat de travail ou d'apprentissage ;			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie). 2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2° bis du CESEDA) Justificatifs de placement : décision de placement au service de l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans. Justificatifs relatifs à l'activité professionnelle salariée ou à la formation professionnelle : inscription dans un établissement scolaire ; contrat de travail ou d'apprentissage ; attestation du responsable du centre de formation.			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie). 2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2° bis du CESEDA) Justificatifs de placement : décision de placement au service de l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans. Justificatifs relatifs à l'activité professionnelle salariée ou à la formation professionnelle : inscription dans un établissement scolaire ; contrat de travail ou d'apprentissage ; attestation du responsable du centre de formation. Nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine : tout document probant y compris actes de décès des membres			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie). 2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2° bis du CESEDA) Justificatifs de placement : décision de placement au service de l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans. Justificatifs relatifs à l'activité professionnelle salariée ou à la formation professionnelle : inscription dans un établissement scolaire ; contrat de travail ou d'apprentissage ; attestation du responsable du centre de formation. Nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine : tout document probant y compris actes de décès des membres de la famille à l'étranger, perte de l'autorité parentale des parents restés sur place etc.			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie). 2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2° bis du CESEDA) Justificatifs de placement : décision de placement au service de l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans. Justificatifs relatifs à l'activité professionnelle salariée ou à la formation professionnelle : inscription dans un établissement scolaire ; contrat de travail ou d'apprentissage ; attestation du responsable du centre de formation. Nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine : tout document probant y compris actes de décès des membres			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie). 2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2° bis du CESEDA) Justificatifs de placement : décision de placement au service de l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans. Justificatifs relatifs à l'activité professionnelle salariée ou à la formation professionnelle : inscription dans un établissement scolaire ; contrat de travail ou d'apprentissage ; attestation du responsable du centre de formation. Nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine : tout document probant y compris actes de décès des membres de la famille à l'étranger, perte de l'autorité parentale des parents restés sur place etc.			
Justificatifs de résidence habituelle en France depuis l'âge de 13 ans : inscription dans un établissement scolaire, bulletins scolaires, documents administratifs. Justificatifs de résidence en France d'un ou des parents depuis que l'enfant a eu 13 ans : tout justificatif probant (1 par semestre). Document de séjour de l'un des parents à Mayotte depuis que l'enfant a eu 13 ans. Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie). 2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2° bis du CESEDA) Justificatifs de placement : décision de placement au service de l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans. Justificatifs relatifs à l'activité professionnelle salariée ou à la formation professionnelle : inscription dans un établissement scolaire ; contrat de travail ou d'apprentissage ; attestation du responsable du centre de formation. Nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine : tout document probant y compris actes de décès des membres de la famille à l'étranger, perte de l'autorité parentale des parents restés sur place etc. Insertion de l'étranger dans la société française : attestation de la structure d'accueil (foyer ou famille d'accueil).			

Pièce justificative obligatoire dans toutes les situations.

Case à cocher : pièce justificative obligatoire selon la situation du demandeur.

Document établi le : 2 novembre 2016

DGEF/DIMM

2.3	3. Liens personnels et familiaux (art. L. 313-11 7° du CESEDA)	code Agdref : 9808
V	Justificatifs de la possession de l'essentiel des liens personnels et familiaux en France : • liens matrimoniaux et filiaux : extrait d'acte de mariage, ou extraits des actes de naissance des enfants av (documents correspondant à la situation au moment de la demande) ; copie du PACS et attestation de no moins de 3 mois etc. ;	on dissolution de
	 liens parentaux et collatéraux : extraits d'actes de naissance des parents et de la fratrie avec filiation, juge de tutelle (documents correspondant à la situation au moment de la demande); 	·
	• liens professionnels ou personnels : contrat de travail, fiches de paie, participation à la vie locale/associat	ive etc.
	Justificatifs du séjour régulier en France des membres de la famille : copie du titre de séjour ou de la CNI.	silla imatalléa am
v	Justificatifs par tout moyen de l'entretien de relations certaines et continues avec les membres de la fam France : enfants, conjoint, concubin ou partenaire pacsé.	ille installee en
	Justification par tout moyen permettant d'apprécier la durée de la résidence habituelle (continue) en Fra de demande de titre de séjour, récépissé de demande d'asile, documents d'une administration publique (p social, établissement scolaire), documents émanant d'une institution privée (certificat médical, relevés bar des mouvements etc.), écrits personnels incontestables (courriers, attestations de proches).	réfecture, service ncaires présentant
	Nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine : tout document probant y compris actes de de la famille à l'étranger.	décès des membres
	Justificatifs sur les conditions d'existence du demandeur (revenus, salaires, relevés bancaires etc.).	
✓	Justificatifs de son insertion dans la société française (attestations de cercles amicaux, adhésion à des asse bénévole, participation aux activités scolaires des enfants, etc.).	ociations, activité
	Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandressortissant d'un État autorisant la polygamie).	leur est marié et
l	L. Étranger né en France (art. L. 313-11 8° du CESEDA)	code Agdref : 9809
\checkmark	Justificatifs de présence continue en France d'au moins 8 ans : le séjour doit être justifié par au moins un de la continue en France d'au moins 8 ans : le séjour doit être justifié par au moins un de la continue en France d'au moins 8 ans : le séjour doit être justifié par au moins un de la continue en France d'au moins 8 ans : le séjour doit être justifié par au moins un de la continue en France d'au moins 8 ans : le séjour doit être justifié par au moins un de la continue en France d'au moins 8 ans : le séjour doit être justifié par au moins un de la continue en France d'au moins 8 ans : le séjour doit être justifié par au moins un de la continue en France d'au moins 8 ans : le séjour doit être justifié par au moins un de la continue en France d'au moins en de la continue en de la contin	document pour
	chaque année émanant d'une administration publique (service social, établissement scolaire etc.).	
	Justificatifs de suivi, après l'âge de 10 ans, d'une scolarité d'au moins 5 ans dans un établissement frança Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demand	
	ressortissant d'un État autorisant la polygamie).	leur est mane et
2.5	6. Rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle (art. L. 313-11 9° du CESEDA)	code Agdref : 9810
	Justificatifs d'un taux d'invalidité physique permanente égal ou supérieur à 20 %.	
V	Justificatifs du versement d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle servie par un cattestation délivrée par l'organisme français (caisse primaire d'assurance maladie, etc.) versant la rente.	organisme français :
	Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandressortissant d'un État autorisant la polygamie).	leur est marié et
	code t. L. 313-14 du CESEDA ; circulaire INTK1229185C du 28 novembre 2012)	Agdref : 9830 ou 9831
	Justificatifs permettant d'apprécier les « considérations humanitaires » ou les « motifs exceptionnels » (priconstances humanitaires particulières, durée du séjour, exercice antérieur d'un emploi, volonté d'intégra compréhension du français, qualification professionnelle, documents relatifs à des services rendus dans le sportif, associatif, civique ou économique, etc.).	ation sociale, domaine culturel,
	Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandressortissant d'un État autorisant la polygamie).	leur est marié et
	4	
_	7. Étranger bénéficiant d'une ordonnance de protection (art. L. 316-3 du CESEDA)	code Agdref : 9835
V	Ordonnance de protection rendue par le juge aux affaires familiales sur le fondement des articles 515-9 et civil.	L. 515-13 du code
	Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandressortissant d'un État autorisant la polygamie).	leur est marié et
_		

Document établi le : 2 novembre 2016 DGEF/DIMM

RENOUVELLEMENT

1. DOCUMENTS COMMUNS

☑ Justificatif de séjour régulier :			
• carte de séjour en cours de validité.			
☑ Justificatif d'état civil et de nationalité :			
 passeport (pages relatives à l'état civil, aux dates de validité, aux cachets d'entrée et aux visas); 			
• un extrait d'acte de naissance avec filiation ou une copie intégrale d'acte de naissance.			
✓ Justificatif de domicile datant de moins de 3 mois :			
• facture d'électricité (ou gaz, eau, téléphone fixe, accès à internet) ; ou : bail de location de moins de 3 moi	s ou quittance de		
loyer (si locataire); ou taxe d'habitation;			
 si hébergement à l'hôtel : attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois ; en cas d'hébergement chez un particulier : attestation de l'hébergeant datée et signée, copie de sa carte 	d'idantità au da ca		
carte de séjour, et acte de propriété (ou relevé de taxe d'habitation ou copie du bail de location de l'hébei			
d'électricité, gaz, eau, téléphone fixe ou accès à internet de l'hébergeant).	geant ou racture		
3 photographies d'identité récentes (format 35 mm x 45 mm – norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005) (pas de copie).			
Justificatif d'acquittement de la taxe sur le titre de séjour et du droit de timbre à remettre au moment de la remise du titre			
(sauf étranger victime de la traite des êtres humains, ou de proxénétisme, ou de violences conjugales bénét			
ordonnance de protection).			
2. DOCUMENTS SPÉCIFIQUES AU TITRE SOLLICITÉ			
2.1. Étranger entré en France avant l'âge de 13 ans et y résidant depuis lors (art. L. 313-11 2° du CESEDA)	code Agdref : 9803		
Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demande	eur est marié et		
ressortissant d'un État autorisant la polygamie).			
2.2. Étranger confié à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans (art. L. 313-11 2°bis du CESEDA)	code Agdref : 9824		
Justificatifs relatifs à l'activité professionnelle salariée ou à la formation professionnelle : • inscription dans un établissement scolaire ;			
• contrat de travail ou d'apprentissage ;			
 contrat de travail ou d'apprentissage; attestation du responsable du centre de formation. 			
✓ Insertion de l'étranger dans la société française : attestation de la structure d'accueil (foyer ou famille d'accueil).			
Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et			
ressortissant d'un État autorisant la polygamie).			
2.3. Liens personnels et familiaux (art. L. 313-11 7° du CESEDA)	code Agdref : 9808		
Justificatifs récent du maintien des liens matrimoniaux en France depuis la délivrance du titre de séjour pr	écédent :		
• extrait d'acte de mariage, copie du PACS et attestation de non dissolution de moins de 3 mois etc. ;			
Justificatifs récents de l'entretien de relations certaines et continues avec les membres de la famille insta	lee en France :		
enfants, conjoint, concubin ou partenaire pacsé.			
✓ Justificatifs sur les conditions d'existence du demandeur (revenus, salaires, relevés bancaires). ✓ Justificatifs de son insertion dans la société française (attestations de cercles amicaux, adhésion à des asso	ciations activitá		
bénévole, participation aux activités scolaires des enfants, etc.) au cours de l'année précédente.	ciations, activite		
Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demande	ur est marié et		
ressortissant d'un État autorisant la polygamie).	di est mane et		
2.4. Étranger né en France (art. L. 313-11.8° du CESEDA)	code Agdref : 9809		
2.4. Étranger né en France (art. L. 313-11 8° du CESEDA)	code Agdref : 9809		
Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demande			
Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demande			

Document établi le : 2 novembre 2016 DGEF/DIMM

2.5. Rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle (art. L. 313-11 9° du CESEDA) code Agdref : 9810		
Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie).		
ecarphi Justificatifs d'un taux d'invalidité physique permanente égal ou supérieur à 20 %.		
✓ Justificatifs du versement d'une rente servie par un organisme français.		
2.6. Admission exceptionnelle au séjour (art. L. 313-14 du CESEDA) code Agdref : 9830 ou 9831		
Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie).		
2.7. Étranger bénéficiant d'une ordonnance de protection (art. L. 316-3 du CESEDA) code Agdref : 9835		
Ordonnance de protection rendue par le juge aux affaires familiales sur le fondement des articles 515-9 et L. 515-13 du code civil.		
Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie).		